

# Réconcilier l'économique et le social

Claude Gauvreau

«L'utopie d'aujourd'hui est la réalité de demain», disait Victor Hugo. Voilà une formule qui pourrait s'appliquer au programme de recherche de la nouvelle Chaire économie et humanisme, dont l'objectif central est de promouvoir une économie au service de la personne. Dirigée par M. Claude Béland, professeur au Département organisation et ressources humaines (ORH), la chaire entend devenir un lieu d'échanges et de réflexion sur l'éthique et la responsabilité sociale de l'entreprise. Elle vise également à rassembler aussi bien des chercheurs et des étudiants que des gestionnaires intéressés par la place de l'entreprise dans la société, par les nouvelles régulations sociales dans le contexte de la mondialisation, ainsi que par les innovations socio-économiques portées par divers acteurs.

Ses travaux de recherche se déploieront dans trois grands axes traversant les sphères du travail, de l'environnement et des relations entre les entreprises et les communautés : l'éthique et la responsabilité sociale de l'entreprise; l'éthique économique et les modes de régulation sociale; et les nouvelles pratiques économiques.

## Humaniser l'économie

Selon Alain Lapointe, titulaire-adjoint, et Corinne Gendron, chercheure à la chaire, tous deux professeurs au Département ORH, il n'est pas illusoire de croire que l'économie capitaliste puisse avoir un caractère plus humain, même à l'heure du néolibéralisme. Comme l'explique M. Lapointe, «le commerce équitable, l'économie sociale et l'investissement socialement responsable sont de nouvelles pratiques qui représentent des avenues concrètes de réconciliation partielle entre l'économie et le social. Il existe donc des entreprises qui se préoccupent des personnes tout en poursuivant des objectifs économiques.»

Mme Gendron, pour sa part, cite l'exemple de la dernière assemblée



Photo : Michel Giroux

M. Alain Lapointe et Mme Corinne Gendron, professeurs au Département organisation et ressources humaines et membres de la Chaire économie et humanisme.

générale de la compagnie La Baie, où des actionnaires ont revendiqué que l'entreprise applique des codes de conduite chez ses fournisseurs du Sud exploitant une main-d'œuvre à bon marché. «Ces personnes ont utilisé leur statut d'actionnaires pour influencer le comportement social et moral de l'entreprise. À la chaire, nous voulons examiner les possibilités offertes par le système économique afin d'atteindre de meilleurs objectifs sociaux.»

## Comprendre la dimension éthique

Mais pour humaniser l'univers économique, il est urgent de comprendre la dimension éthique de l'économie et de l'entreprise, affirment les deux chercheurs. À leurs yeux, l'entreprise est une institution de la société qui peut être modernisée et dont les règles d'action peuvent être modifiées. Et ce, sous l'influence de divers

acteurs qui ont tous un rôle à jouer dans la définition de son rôle social : l'État, les actionnaires, les employés, les communautés locales, etc. Selon M. Lapointe, «on assiste à une prolifération d'associations patronales et de boîtes de consultants qui cher-

**«Il est urgent de comprendre la dimension éthique de l'économie et de l'entreprise.»**

chent à aider les entreprises à être plus responsables socialement».

L'entreprise est investie d'un rôle qu'elle ne remplissait pas auparavant, ajoute Mme Gendron. «Quand je demande à mes étudiants si l'entreprise d'aujourd'hui a une responsabilité sociale, ils me répondent tous oui. Mais si on avait posé la même question il y a 30 ou 40 ans, tous auraient dit que ce type de responsabilité est du ressort de l'État tandis

que les responsabilités économiques relèvent de l'entreprise.»

## Une nouvelle gouvernance

Selon les deux chercheurs, l'activité économique et les entreprises subissent des mutations importantes. La

mondialisation, notamment, questionnerait les modes de régulation traditionnels et poserait des défis à un nouveau type de gouvernance encore mal défini. Au sein de l'entreprise, la notion de gouvernance est de plus en plus élargie, impliquant des acteurs sociaux autres que les actionnaires et les dirigeants, expliquent-ils. «En Allemagne, par exemple, des employés siègent à certains conseils d'entreprise. Il s'agit de voir quels

sont les intervenants sociaux qui devraient avoir voix au chapitre dans les décisions concernant les objectifs de développement des entreprises.»

Les activités économiques qui étaient orientées, depuis les 30 dernières années, vers la production de biens sont désormais axées sur la production de services, souligne Mme Gendron. «Cette tertiarisation de l'économie a entraîné une redéfinition de la transaction économique. Celle-ci correspond non plus à un simple échange d'objet mais à une interaction entre sujets où l'utilité maximale cède le pas à une logique de relation sociale. On ne peut plus dire aujourd'hui que l'économie constitue une sphère séparée de celle du social. On le voit bien dans le domaine de l'investissement responsable où les actionnaires ne sont plus uniquement intéressés par le rendement sur investissement.»

La chaire regroupera des chercheurs d'horizons disciplinaires différents mais partageant des préoccupations communes quant au rôle social de l'entreprise. Un premier projet de recherche devrait porter sur l'impact des acteurs sociaux qui utilisent des moyens économiques afin d'influencer les comportements d'entreprises dans les secteurs de la finance, de l'agro-alimentaire, du textile et de la foresterie. «Nous sommes aussi en train de former un réseau rassemblant des gestionnaires d'entreprises privées et publiques en vue d'améliorer notre ancrage dans le milieu», précise M. Lapointe. «Notre intention, n'est pas de développer des recettes pour faire de l'éthique appliquée. Nous offrirons des séminaires scientifiques de formation et de travail en regard des problèmes de gestion soulevés par la conciliation des impératifs économiques et des valeurs humanistes.» ●